

# Face à la colère de la rue, la peur, au Congo, change de camp

RDC Plusieurs personnalités politiques en vue défendent, contre l'avis de la population, une transition avec Kabila

**KINSHASA**  
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Cheveux taillés à la mode Kim Jong Un, chemise blanche brodée, Joseph Olenghankhoi, ex-tribun de la rue kinoise, ex-leader du Fonus, l'un des partis de l'opposition, a beau marteler que l'heure est grave, ses yeux pétillent, il n'arrive pas à éteindre le sourire qu'il arbore.

C'est que le président du Conseil national de suivi des accords (CNSA), censé veiller à la bonne application des accords de la Saint-Sylvestre, qui avaient octroyé un bonus d'un an au président Kabila en échange d'élections organisées en 2017, sait que ce compromis représente la dernière planche de salut du Congo, le dernier, et fragile, bastion de la légalité. C'est pourquoi cet homme politique désormais ren-

nié par l'opposition est conscient de son importance et tient des propos conciliants.

Il rappelle que la Ceni (Commission électorale indépendante) n'est jamais qu'un organe technique : « Après le 31 décembre, c'est le CNSA, issu d'un accord politique, qui reprendra la main... » Et d'ajouter : « Consensus n'est-il pas un mot typiquement africain ? »

Autrement dit, il serait possible d'aller plus vite, d'empêcher in extremis le grand bond dans l'inconnu que représentait une transition sans le président actuel. L'ancien « dur » a désormais des mots tendres, il estime qu'un « chemin d'amour » est nécessaire, qu'il faut calmer le jeu et il adresse une mise en garde à la « communauté internationale » : « Les sanctions ciblées sont contre-productives, il faut assurer la sécurité psychologique de ceux dont on souhaite le départ, leur garantir, à Kabila en particulier, une sortie honorable : nous devons avoir parmi nous un ex-président, vivant... »

Le vent du boulet soufflerait-il sur Kinshasa, la peur aurait-elle changé de camp ? Lambert Mende tient des propos conciliants : « Si la Ceni a parlé de 504 jours, c'était, en réalité, pour mettre la pression sur le Parlement, faire avancer les choses... »

Lui aussi rappelle la loi fondamentale, sur laquelle le pouvoir actuel s'arc-boute. « Il n'y aura pas, au 1<sup>er</sup> janvier, de vide du pouvoir, la Constitution est formelle : le président, comme tous les mandataires, restera en fonction jusqu'à l'installation de son successeur. » En réalité, le ministre,

vieux baroudeur de la politique congolaise, sait lui aussi que le péril vient d'ailleurs, de la rue congolaise qui exige les élections... Et de s'interroger, faussement naïf : « Pourquoi exige-t-on le départ de Kabila et non pas de tant d'autres de ses collègues. Qu'aurait-il fait ou pas fait, qui ne plaît pas "en haut lieu" ? »

**Est-ce pour passer à l'histoire avec un look de guérillero que Kabila a modifié son portrait ?**

Pour Lambert Mende, qui se réclame toujours de Patrice Lumumba, la réponse est claire : « Les Occidentaux n'ont pas pardonné l'ouverture aux Chinois, le fameux contrat du siècle (le cuivre et autres minerais contre les travaux d'infrastructure.

NDLR), et ils renâclent aussi contre la révision du code minier, que le président veut absolument boucler cette année encore. » Rappelons que ce code très libéral et diété par les institutions financières internationales a permis aux grandes sociétés minières de rapatrier la majeure partie de leurs bénéfices.

Est-ce pour passer à l'histoire avec un look de guérillero que le

président a modifié son portrait sur les grandes affiches qui balisent les boulevards, où il apparaît avec un regard aussi grave, voire triste, que déterminé, une barbe grise, une chevelure abondante ? Commentant les trente ans de l'assassinat de Thomas Sankara, Kabila avait rappelé à Lambert Mende que l'éviction du révolutionnaire burkinabé avait été précédée d'une intense cam-

pagne de dénigrement, entre autres dans la presse française.

On n'en est certes pas là au Congo : Kinshasa, après avoir accueilli le président sud-africain Zuma, a bénéficié du soutien des pays africains qui ont appuyé avec succès sa candidature à la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Autre différence avec le Burkina Faso : au Congo, la population est vent debout contre la perspective d'un report des élections, elle veut que cela change, tout de suite. Lors des offices religieux comme dans les tribunes d'expression populaire organisées dans les quartiers de la capitale, quelques mots sont repris en chœur : « Bima » ou « Yebelo » (dégage) et, aussi, lancés par les églises « Telema » (levez-vous)... ■

COLETTE BRAECKMAN